

## Regard des services de contre espionnage français sur quelques épisodes de la lutte pour la libération de l'Algérie.

Dr. Mahmoud AIT MEDDOUR (Université de Bejaia)

E-Mail : [m.aitmeddour@yahoo.fr](mailto:m.aitmeddour@yahoo.fr)

### Résumé :

Le traitement de l'histoire de l'Algérie contemporaine et en premier lieu celle liée au mouvement national et la Guerre d'Algérie nécessite un appui des archives et en premier lieu les archives produites par la partie française qui sont réellement les plus riches mais aussi la mieux organisée et donc facile à exploiter par les chercheurs. Bien qu'aucune prudence particulière ne soit exigée sur les productions liées à des statistiques économiques et sociales, une telle prudence est indispensable en traitant des sujets liés aux renseignements et au domaine militaire. Dans notre examen de quelques documents d'archives d'Aix-En –Provence, produits par les services de renseignements français, on a pris un échantillon de sujets pour analyser l'angle de leur traitement. Les sujets concernent : la crise du M.T.L.D., le soutien international à la cause algérienne, les préparatifs liés à la création d'une centrale syndicale par les Messalistes, l'importance accordée par la ligue arabe à la question algérienne et sur l'action armée du M.N.A. messaliste au courant de la guerre de libération.

Mots clés : Mouvement de libération, guerre d'Algérie, contre espionnage, soutien international.

### الملخص:

معالجة تاريخ الجزائر المعاصر وتاريخ الحركة الوطنية وتاريخ الثورة بالدرجة الأولى تستلزم من الباحث الاعتماد الكبير على وثائق الأرشيف وخاصة ذلك المنتج من قبل الطرف الفرنسي لأنه هو الأكثر ثراءً والأكثر تنظيماً كما أنها الأسهل للوصول إليها. من الطبيعي أن أي باحث يجب أن يتعامل بحذر شديد مع هكذا من الوثائق التي تتعرض إلى المواضيع المتعلقة بالاستعلامات والشؤون الحربية على عكس الوثائق التي تتناول الإحصائيات الاقتصادية والاجتماعية، لأننا قد نجد أنفسنا في الحالة الأولى مع معلومات أوجدت من أجل الدعاية المغرضة أو إخفاء أمور حقيقية أخرى. في اطلاعنا على وثائق أنتجها مصالح الجوسسة المضادة في مركز أرشيف ما وراء البحر بمدينة أكس أو بروفانس، وجدنا تقارير عن قضايا تتعلق بالحركة التحررية الجزائرية وأخذنا منها المواضيع الآتية: أزمة حركة انتصار الحريات الديمقراطية، التحضيرات المرتبطة بإنشاء مركزية نقابية وطنية من قبل المصاليين، طبيعة الدعم الدولي للقضية الجزائرية، الأهمية التي ألتها الجامعة العربية للقضية الجزائرية وكذلك النشاط المسلح للحركة الوطنية الجزائرية المصالية إبان الثورة التحريرية.

الكلمات المفتاحية: حركة التحرير الوطنية، حرب التحرير الجزائرية، مصالح الجوسسة المضادة، الموقف الدولي من الثورة، الحركة الوطنية الجزائرية.

En l'absence ou manque ou impossibilité d'accès aux archives algériennes, on fait appel aux archives françaises pour reconstituer les faits liés à notre histoire. Il est évident de traiter en tant que historiens ces documents avec beaucoup de prudence de la même façon aussi lorsque on est devant des documents produits par la partie algérienne. Dans toutes les situations, le chercheur d'histoire doit observer un doute méthodique et de n'affirmer un fait qu'une fois prouvé.

Dans ce texte sur le traitement de la question algérienne notamment la Guerre d'Algérie, des études de contre espionnage avaient été effectuées par les services de renseignements français. Certainement, elles apportent des vérités cachées sur plusieurs faits et les positions de nos leaders politiques algériens et arabes, certaines d'entre elles sont vraies, mais d'autres peuvent être traitées avec réserves. Mais dans plusieurs cas, on constate que les services de renseignements français ont été pris au piège ou manipulés par des acteurs politiques pour présenter des informations erronées ou plus au moins qui manquaient d'exactitude. On présentera ici certains des faits traités par ses services français : la crise du M.T.L.D., le soutien international à la cause algérienne, les préparatifs liés à la création d'une centrale syndicale par les Messalistes, l'importance accordée par la ligue arabe à la question algérienne et sur l'action armée du M.N.A. messaliste au courant de la guerre de libération.

Certainement, cette étude va nous permettre de répondre à trois questions principales : Quelles sont les faces cachées liées au combat libérateur des Algériens ? Quel avait été le degré de maîtrise des informations liées à la question algérienne par les services français de contre espionnage ? Et à quel degrés les centres de décision français ont-ils utilisé les informations récoltées ?

Pour effectuer notre étude, il est évident qu'on fera appel en premier lieu à des documents d'archives sur les études de contre espionnage trouvées au centre d'archives d'Aix En -Provence en France, et sur d'autres ouvrages qui avait traité les épisodes en second lieu.

## 1. La crise du M.T.L.D.

Dans un document en date du 10 novembre 1954 émanant des services de contre espionnage adressé en premier lieu au ministère de l'intérieur portant le titre : **le parti communiste algérien et la crise de M.T.L.D.**<sup>1</sup>, il a été mentionné que le parti communiste Algérien a suivi avec beaucoup d'intérêt la crise qui sévit depuis un an au sein du parti nationaliste M.T.L.D. dans le but de circonvenir l'une des tendances adverses .

Toujours selon le même document, les services de contre espionnage français affirmaient que le P.C.A., adoptait une vision proche des centralistes que des messalistes. Ces derniers étaient considérés comme « *une tendance qui s'est de plus en plus farouchement cantonnée dans un nationalisme sectaire et chauvin qui demeure obstinément attaché à la nation rétrograde de " l'Algérie arabe – musulmane", en négligeant délibérément "la réalité algérienne".* »<sup>2</sup>. Le même

document considère que cette faction de M.T.L.D. ne prône l'unité de peuple algérien qu'à la condition intangible de ralliement de tous au programme de M.T.L.D, incarnation du mouvement national. De l'autre côté, la tendance centraliste entraînée par Hocine Lahoual et Mohamed Kiouane adopte une position plus modérée que celle de la tendance messaliste.

*« En face des positions messalistes, le comité central de M.T.L.D, entraîné par Hocine Lahoual et Mohamed Kiouane, reconnaît que la minorité européenne fixée en Algérie fait partie du "peuple Algérien, que le succès de l'action de l'entreprise par les patriotes de la réalisation d'une large union autour d'un "programme commun" et reste fidèle à la conception représentée par le comité national algérien »<sup>3</sup>.*

Il affirme aussi que les leaders de cette tendance à l'inverse de celle des messalistes, veulent rechercher des solutions à la crise algérienne en recherchant : « l'appui auprès des masses françaises »<sup>4</sup>. Mais en dépit de rapprochement entre la vision des communistes et des centralistes de M.T.L.D. sur beaucoup de questions, « le P.C.A. leur reproche de vouloir créer la division au sein de mouvement ouvrier en tentant de créer un « syndicalisme national » et voire même Nord Africain pour se retirer des centrales métropolitaines »<sup>5</sup>. Ceci démontre et toujours selon le même rapport l'hostilité de P.C.A. à l'idée de la création d'une centrale syndicale nationale en Algérie.

Il est évident aussi que le P.C.A. soit content de voir le plus grand parti nationaliste en Algérie vivre une scission intérieure, une occasion de l'affaiblir et de permettre au P.C.A. à faible base militante de se repositionner sur l'échiquier politique malgré le grand risque de voir le conflit interne au sein de ce parti se développer vers la division du peuple algérien dans sa totalité et même aller dans le sens d'un affrontement armé. Dans le document ; il a été clairement affirmé cette position de P.C.A. favorable à la scission : « La scission de M.T.L.D., estiment les leaders communistes et d'une importance capitale pour l'avenir du mouvement national en Algérie ; elle doit permettre au P.C.A. d'assumer enfin son rôle normal de "dirigeant "le plus influent de ce mouvement » »<sup>6</sup>.

Selon le même rapport, les services de renseignements français voient que le P.C.A. était contre la scission survenue au sein de P.P.A-M.T.L.D. vu le danger qu'il présente pour l'avenir du pays, il est également favorable à l'idée d'un front uni pour faire face au colonialisme, mais en contrepartie, il affiche son soutien à la tendance centraliste qu'il voit plus modérée que la tendance messaliste.<sup>7</sup>

S'il faut admettre la situation de déchirement qu'avait connu en cette période cruciale le M.T.L.D. à l'inverse des autres partis nationaux à l'instar de l'U.D.M.A. et le P.C.A. c'est parce que aucun de ces deux partis n'avait mis à l'ordre de jour une question d'actualité qui avait été la cause de la scission au sein du M.T.L.D. qui est le passage à la lutte armée. En cette période, on a vu aussi un rapprochement

spectaculaire dans les positions des deux partis : Le M.T.L.D. et le P.C.A. car d'un côté on a vu une nette évolution dans les positions du P.C.A par rapport à la question nationale depuis son 5<sup>e</sup> congrès tenu en 1949 où le parti a souligné clairement que : « *Jusqu'en 1946, le parti n'avait pas une appréciation nette de la puissance du mouvement national. Pourtant son orientation était erronée, il se trouvait ainsi isolé du mouvement national* »<sup>8</sup>, et pour ceci, il a mis fin à son isolement par la création du F.A.D.R.L. (le Front Algérien pour la Défense et le Respect de la Liberté constitué en mois d'août 1951), qui a vu le jour au cours d'une réunion présidée par Cheikh Larbi Tebessi, membre dirigeant des Ouléma, l'U.D.M.A représenté par Boumendjel, le M.T.L.D représenté par Mezerna et le P.C.A représenté par Larbi Bouhali. Et d'un autre côté, on constate que les positions du M.T.L.D, depuis son 2<sup>e</sup> congrès tenu en avril 1953 semblaient se rapprocher des positions du P.C.A sur diverses questions. La scission du M.T.L.D avait montré l'existence au sein de ce parti de deux tendances idéologiques diamétralement opposées : d'une part on trouve la majorité du comité central qui avait une orientation vers les méthodes politiques démocratiques et d'une autre part on trouve un Messali qui ne fait pas vraiment confiance à ses méthodes qui risquent de faire tomber le parti dans le jeu dangereux de la collaboration et qui opte plutôt pour les méthodes révolutionnaires, mais sans rien faire de concret pour confirmer ses actes<sup>9</sup>. Pour ceci, il est évident comme rapporté par l'étude de contre espionnage que le P.C.A soutient la tendance centraliste qui semblait malgré ses insuffisances plus apte à évoluer vers les méthodes politiques progressistes à l'inverse de la tendance de Messali qui apparaissait de plus en plus « *comme un homme convaincu que le nationalisme c'est sa personne, avant tout et seulement, c'est ce qui explique la lutte qu'il menait pour les pleins pouvoirs et la présidence à vie, et plus tard, son hostilité violente au F.L.N. qui ne se réclamait pas de lui* »<sup>10</sup> comme disait Mohamed Teguia.

## **2. Au sujet de soutien international à la cause de libération :**

À Stockholm<sup>11</sup> entre le 18 et le 23 novembre 1954, s'est tenu un conseil mondial de paix consacré à la « question allemande » et qui avait vu la participation de plusieurs délégations des pays colonisés.<sup>12</sup>

La délégation française avait été conduite par : Jean LAFITTE, Gilbert de CHAMBRIN, Alain Le LEAP, Alain CHAMBRYRON, Fernand VIGNE, Laurent CASANOVA, Pierre Meunier, May et Jacques MITTERAND et un conseiller progressiste de l'union française. L'Algérie avait été représentée par Abderrahmane Bouchama<sup>13</sup> et Ali BOUMENDJEL<sup>14</sup>.

Dans un autre rapport sur la participation d'un délégué algérien au conseil mondial des partisans de paix tenu à Stockholm entre le 18 et le 23 novembre 1954, consacré à « la question allemande », les participants ont discuté aussi de la situation des pays dépendants et semi-dépendants créée par les pressions étrangères et les systèmes des blocs et coalitions militaires. Dans son intervention, Abderrahmane Bouchama a souligné que le cas de l'Afrique de nord et de l'Algérie est un problème essentiel et que le principe de « négociation pacifique » prônée par le conseil des partisans de la

paix, a été violée par le gouvernement français à cause de la répression coloniale exercée dans les maquis. Il affirme que le problème algérien est le résultat « *d'une conscience nationale profonde exacerbée par une oppression insupportable* »<sup>15</sup> et que l'Algérie est une colonie et que le problème qui s'y pose est le fruit d'un long processus colonial.

Dans le même document, le délégué algérien aurait affirmé que la transgression de la paix en Algérie n'était pas uniquement « *pour répondre à la volonté des colonialistes furieux et intraitables qui veulent à tout prix imposer leur politique au gouvernement* », mais aussi parce que « *les accords de Londres et de Paris...ont donné lieu à des tractations parallèles plus au moins inavouables* »<sup>16</sup>. Et à ce point de vue « *l'Afrique du nord et en particulier l'Algérie constituent le gage, la monnaie d'échange, l'atout, le terrain d'essai et de repli, qui étayent ces tractations et la position du gouvernement français* »<sup>17</sup>.

Les divers moyens d'information ont joué aussi un rôle crucial dans cette période de lutte de libération nationale, à leur tête la radio. L'importance de cet outil de propagande, a poussé les services de renseignements à suivre de plus près la propagande communiste par radio en faveur des mouvements de libération en Afrique du Nord en général et de l'Algérie en particulier.

Dans un document des services de contre-espionnage français<sup>18</sup>, il était fait état du voyage effectué par Elie MIGNOT au mois de juin 1953 à Tunis, délégué à la « *commission coloniale* » au sein du Parti communiste Français. Présent à une réunion du Parti communiste Tunisien, il leur aurait demandé de désigner une personne ayant une culture arabe pour travailler en tant que speaker dans une émission en langue arabe diffusée par Radio PRAGUE dans le cadre de la chronique quotidienne : « *Ce soir en France* ». Le même document mentionne qu'une semblable demande a été faite à la même époque au Parti Communiste Marocain et au Parti Communiste Algérien dans le but de réunir les speakers des trois pays : Algérie, Maroc et Tunisie.

La personne désignée par le P.C.T fut Taoufik JOUMNI qui a pris le vol de Paris pour se rendre ensuite à Vienne et puis à Budapest, où il a commencé depuis le 29 juin 1954 aux émissions destinées au Maghreb à la Radio-Budapest. Le speaker désigné par le P.C.A. fut Alice SPORTISSE, député et membre du comité central de Parti Communiste Algérien et il serait chargé de la rubrique algérienne. Le P.C.M. a désigné un étudiant marocain non identifié pour s'occuper des émissions à l'intention du Maroc.

La Radio Budapest avait réellement réussi en consacrant des émissions destinées aux questions syndicales, communistes et nationalistes et qui témoigne de l'intérêt particulier porté à la question de la libération des pays de l'Afrique de Nord par les Partis Communistes d'après les services français de contre-espionnage.

La Fédération Syndicale Mondiale (FSM) a accordé aussi une importance capitale à la propagande par radio auprès des peuples de l'Afrique de Nord. Lors de son

troisième congrès tenu en novembre 1953, le secrétariat du F.S.M. avait demandé à l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (U.G.T.T.) d'établir un programme correspondant à une émission de trente minutes et comprenant informations politiques et ouvrières mondiales, des reportages et des exposés doctrinaux destinés aux auditeurs tunisiens. D'après le rapport des services de renseignements français, aucune autre information n'est en possession des services de renseignements français sur les suites de son projet, ce qui nous fait penser à un éventuel échec<sup>19</sup>.

Comprenant vite l'impact de la radio comme moyen redoutable de propagande, l'Égypte de Djamel Abed Nacer a accordé une importance à cet instrument comme forme de soutien aux peuples colonisés en général et le peuple algérien en particulier. D'après Ch. R.AGERON :

*« Depuis juillet 1953, Djamel Abed Nacer avait créé à la Radio du Caire une station dite "La Voix des Arabes" pour engager la bataille contre les impérialistes et travailler à la constitution de la "Nation Arabe". Or l'équipe de La Voix avait annoncé avec un an d'avance, dès septembre 1953, que le combat de l'Algérie venait de commencer : " C'est des montagnes de l'Algérie que s'est élevée la voix des hommes libres. Elle nous crie : En avant pour l'indépendance ! "Lorsque la lutte armée fut effectivement décidée, La Voix des Arabes ait annoncé le 1er novembre 1954 : " L'Algérie a engagé aujourd'hui une lutte grandiose pour la liberté, l'arabisme et l'Islam. Elle s'est ralliée dans l'abnégation et l'héroïsme au combat maghrébin ". »<sup>20</sup>*

Les Algériens aussi n'ont pas sous-estimé ce véritable outil de propagande, en plus des tracts et des journaux, ils ont accordé une importance particulière à la radio à travers l'émission clandestine de "La voix de l'Algérie libre et combattante" depuis Tanger et ensuite depuis les frontières de l'ouest algérien. Selon le témoignage du Moudjahid Boulahfa Khaled :

*« Cette radio qui était notre seule source d'information sur la Révolution, était également un véritable outil d'encouragement et de mobilisation pour tous les Algériens engagés dans cette lutte pour l'indépendance du pays »<sup>21</sup>*

*Et que les Algériens « qui ont été surpris par des militaires français en train d'écouter cette radio, ont vite fait d'abandonner la fréquence afin que l'ennemi ne puisse se rendre compte de l'existence de cette radio qui a fini, progressivement, par faire connaître la noble cause du peuple algérien »<sup>22</sup>.*

En plein milieu de la Guerre d'Algérie, les centrales syndicales internationales à l'instar de la FSM et la CISL ont exprimé leur soutien indéfectible au peuple algérien et ont exercé une réelle pression sur le gouvernement français directement ou par le

biais des gouvernements auquel appartenait les déférentes centrales affiliées à ces deux organisations mondiales. En 1955, Les Algériens n'ont pas encore créé leur centrale syndicale nationale proprement dit, la majeure partie des Algériens étaient affiliés à l'Union Générale des Syndicats Algériens (U.G.S.A.) créée en juin 1954 lors de la conférence de la Confédération Générale de Travail (C.G.T.) et affiliée à la fédération syndicale mondiale<sup>23</sup>.

Le mois d'août 1955, d'après un document des services de renseignements français<sup>24</sup>, la Fédération Internationale des Syndicats des Travailleurs de la Fonction Publique et Assimilés affiliée à la F.S.M., dont le siège est à Berlin « a demandé à ses organisations affiliées de manifester leur solidarité avec les travailleurs algériens et en particulier avec les militants de la fonction publique victimes de la répression en Algérie »<sup>25</sup>. Et selon le même document : « l'accent avait été mis sur le caractère national de la lutte de peuple algérien contre le colonialisme français »<sup>26</sup>. Cette même Fédération avait exhorté toutes les organisations syndicales à faire des propositions de soutien au peuple et aux travailleurs algériens.

La Confédération Internationale des Syndicats Libres avait eu dans les premiers temps des positions prudentes vis-à-vis des syndicalistes algériens. Dans un document des services français de contre espionnage en date de 24 décembre 1954, intitulé : La C.I.S.L et le l'Afrique du Nord, il a été noté que :

*« En ce qui concerne l'Algérie, aucun contact ne serait pris avec les Algériens n'adhérant pas à la C.G.T.- F.O ; deux syndicalistes algériens qui tentaient une nouvelle démarche au siège de la C.I.S.L le 8 décembre ont été éconduites »<sup>27</sup>.*

Le même document justifie cette position par le souci de la C.I.S.L. de ne prendre aucune initiative qui puisse gêner la politique de la France en Afrique du Nord. Mais en réalité, cette position d'exclusion de l'Union Générale des Syndicats Algériens était motivée par le fait que cette dernière est issue de la C.G.T. française d'obédience communiste.

### **3. Au sujet des préparatifs liés à la création d'une centrale syndicale par les Messalistes :**

Dans un document des services de renseignements français en date de 22 juin 1955 intitulé : Le Mouvement National Algérien et le problème syndical en Algérie, il a été fait état des démarches faites par Messali Hadj en vue de la création d'une centrale syndicale algérienne. Dans ce dernier, il a été rapporté qu'il avait demandé au chef du M.N.A. en Algérie, Moulay Merbah de se mettre en relation avec la centrale tunisienne l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens en vue de la création d'un syndicat spécifiquement algérien<sup>28</sup>. A cet effet, Moulay Merbah devrait déléguer un ou deux représentants algériens à la réunion d'information organisée en Tunisie par l'U.G.T.T.

Evidemment, après avoir perdu sa suprématie politique au profit du Front de Libération Nationale (F.L.N.), le M.N.A a tenté d'occuper le théâtre syndical.

*« Dès la fin du printemps 1955, les militants proches des Messalistes prennent l'initiative de nous sonder avant de nous proposer d'agir ensemble. Mohamed SELLALI m'attend à la sortie des bureaux pour me soumettre le projet élaboré de concert avec Ramdani, Teffaha, etc. »<sup>29</sup>,*

disait BoualemBourouiba qui ajoutait :

*« Notre but est identique : créer un mouvement syndical national qui, au-delà de ses objectifs à caractère économique et social, entend mobiliser les travailleurs algériens, quelque soit leur origine afin de terrasser le régime colonial et de vaincre les discriminations de tous ordres qui en découlent. Un point nous sépare pourtant dans cette démarche, et il est de taille. Eux, font toujours confiance à Messali Hadj et au Mouvement National qu'il est supposé diriger. Ils ne doutent pas de nos attaches politiques avec le F.L.N. pourtant ils ne désespèrent pas de nous amener à partager leurs convictions »<sup>30</sup>*

#### **4. L'importance accordée par la ligue arabe à la question algérienne :**

Bien avant le déclenchement de la révolution, le leader MessaliHadj aurait adressé en date du 20 octobre à Abdelkader HASSOUNA, secrétaire général de la ligue arabe une lettre dans laquelle il sollicite l'intervention de la ligue pour soulever la question de l'Algérie devant la 10<sup>e</sup> session de l'assemblée générale de l'O.N.U. qui devait se tenir en 1955. Et qu'en date du 04 novembre 1954, soit quatre jours après le déclenchement de la guerre, le secrétairegénéral de la ligue, aurait envoyé une note au conseil de la ligue dans laquelle il leur soumet la lettre de Messali et résume les décisions prises par la ligue du 7 au 10 septembre de la même année au sujet de la question algérienne<sup>31</sup>.

Dans sa lettre, Messali Hadj avait expliqué à la ligue la situation dont laquelle il se trouvait à l'exil loin de son pays dans sa résidence forcée aux sables d'Olonne en France. Ensuite il a fait rappel de la note adressée à ligue arabe en 1951 où il a expliqué en détail la cause nationale algérienne. Après cela, il a démontré la sauvagerie qui s'est abattue sur le peuple algérien depuis 1946, ce qui a poussé le peuple algérien à se tourner vers ses frères arabes pour agir en sa faveur en soumettant sa question à l'assemblée des nations unies<sup>32</sup>.

Dans la lettre précédente, on constate que MessaliHadj s'est présenté en tant que chef de Mouvement de Libération Algérienne, or qu'il n'existait aucun mouvement portant ce nom en Algérie, ce qui nous laisse dire qu'il a utilisé ce nom pour bien consolider sa position aux yeux des membres de la ligue arabe. Cette mise en scène, a produit l'effet souhaité, car dans une note du secrétaire général de la ligue arabe écrite quelques temps après, soit le 4 novembre de la même année, ce dernier a parlé de

Messali Hadj en tant que chef de mouvement de libération algérienne qui n'existait que dans l'imaginaire de Messali Hadj.

Dans cette note adressée au conseil de la ligue en premier lieu, le secrétaire général de la ligue arabe avait expliqué que le conseil de la ligue avait décidé dans une réunion tenue entre le 7 et le 10 septembre, de se limiter aux questions tunisiennes et marocaines au cours de la prochaine session de l'O.N.U. ensuite, il enchaîne comme suit :

*« Puis il a été jugé opportun de se limiter aux questions tunisiennes et marocaines au cours de la session de l'O.N.U., afin de ne point compliquer les choses et de ne pas influencer ces deux questions par une situation nouvelle. Il serait néanmoins possible que le siège de l'examen de cette question fut autre que l'O.N.U. rien ne suppose à ce que toutes les occasions soient saisies pour mettre en évidence le statut de l'Algérie. Les événements se sont précipités dernièrement en Algérie ou les patriotes algériens se sont levés pour revendiquer leur liberté et leur indépendance. La question est soumise à l'honorable conseil de la ligue »<sup>33</sup>.*

Dans la précédente note, on voit clairement la position de la ligue arabe vis-à-vis de la question algérienne traitée en seconde priorité par rapport aux deux questions tunisienne et marocaine. Le secrétaire général a justifié le refus de la programmation de la question algérienne lors de la session des nations unies par le fait suivant : « Afin de ne point compliquer les choses et de ne pas influencer ces deux questions par une situation nouvelle ». Alors l'Algérie qui était une colonie de peuplement gérée sauvagement depuis 1830 par le feu et le fer et qui a subi à maintes occasions des opérations d'extermination, la dernière le 8 mai 1945, était considérée comme une question nouvelle et de seconde priorité, dont « Il serait néanmoins possible que le siège de l'examen de cette question fut autre que l'O.N.U ».

Dans la même note, le secrétaire général de la ligue fait état des nouveaux développements survenus en Algérie depuis le 1<sup>er</sup> novembre et qui imposent de réétudier la question algérienne par le conseil de ligue. « Les événements se sont précipités dernièrement en Algérie ou les patriotes algériens se sont levés pour revendiquer leur liberté et leur indépendance. La question est soumise à l'honorable conseil de la ligue ». Ceci démontre que la ligue arabe n'aurait jamais plaider pour l'inscription de la question algérienne aux nations unies au mois avant le recouvrement de l'indépendance au Maroc et en Tunisie en 1956, si ce n'est le déclenchement de la révolution où le peuple a décidé de prendre en main son propre destin. Ceci nous démontre aussi que l'action politique engagée par le leader du mouvement national algérien auprès des autres pays pour apporter leur soutien à la cause algérienne avait été peine perdue.

D'après d'autres documents des services de renseignements français, une délégation algérienne conduite par Mohamed Khider profitant de la 22<sup>e</sup> session de la

ligue arabe au Caire, a soumis en date du 27 novembre 1954 une note au conseil de la ligue portant sur le déclenchement de la Révolution du 1<sup>er</sup> novembre. Dans cette note traduite en Français par les services de renseignements, les délégués ont mis l'accent sur la sauvagerie coloniale qualifiée de terroriste envers le peuple algérien qui milite pour son droit légitime à disposer de son sort. Ils ont soulevé également la réaction du ministre de l'intérieur François Mitterrand qui avait déclaré devant la chambre des députés français : « *la seule négociation en Algérie c'est la guerre* », et qui a été concrétisée par l'envoi de nombreuses unités françaises vers les champs de bataille et notamment dans la région des Aurès, et que tout cela a été complété par des législations exceptionnelles et l'état de siège proclamés dans le pays entier et l'interdiction de circulation dans les rues durant la nuit dans certaines régions. Après avoir exposé toutes les manœuvres françaises visant à isoler l'Algérie et à convaincre le monde entier que la question algérienne est une question interne, la délégation a demandé à la ligue arabe de prendre une série de mesures visant à soutenir l'Algérie dans son combat contre le colonialisme.

*« C'est pour ces raisons que la délégation algérienne estime de son devoir de demander au Conseil de la Ligue des Etats Arabes, de prendre les mesures suivantes :*

*« -Ne pas reconnaître le statut de l'Algérie crée de toutes pièces par l'impérialisme français qui l'a imposé par la force au pays.*

*« - Confirmer le droit de peuple algérien à disposer de son avenir librement.*

*« - Inscire la question algérienne à l'O.N.U dans le bref délai.*

*« - Entreprendre des démarches auprès des gouvernements asiatiques pour l'unification de la politique destinée à appuyer la libération de l'Algérie.*

*« - Exercer une pression diplomatique, économique et culturelle contre la France »<sup>24</sup>.*

*Selon un autre document en notre possession, la délégation du F.L.N n'était pas la seule présente au Caire au moment de la 22<sup>e</sup> session de la ligue arabe. Un autre délégué messaliste en la personne de Mezerna avait été signalé également présent car selon le rapport, il a été mentionné qu'en date du 24 novembre « Mezerna, chef de la tendance Messaliste du mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques a quitté depuis quelques jours le Caire en direction du Genève »<sup>35</sup>.*

Ceci nous laisse entendre qu'il y avait une farouche bataille entre le F.L.N. et le M.N.A. pour bénéficier de l'appui et de soutien international à la cause algérienne.

##### **5. Sur l'action armée du M.N.A. au courant de la guerre de libération :**

Tout le monde avait été surpris le matin du 1<sup>er</sup> novembre 1954 est compris dans les rangs des services de renseignements généraux français qui disposait pourtant d'une « *organisation qui avait pu, au fil des ans, se faire la main sur les nationalistes, et qui se flattait de ne rien ignorer de ce qui se passait dans les rouages des partis* »<sup>26</sup>. A

l'instar des services de renseignements français, les militants du M.T.L.D. étaient désemparés aussi par la soudaineté de coup d'éclat de la nuit du premier novembre et aussi par la méconnaissance des véritables commanditaires, ajouté à cela, ils étaient rués de coups par la police coloniale sur ordre du gouvernement général qui avait procédé à des arrestations pèle-mêle au sein de la direction du parti. B. Bourouiba disait que « *faute d'éléments, de témoignages, de preuves tangibles, le vaste coup de filet ordonné va ramener les gros et les petits poissons connus des services* »<sup>37</sup>. Après l'interdiction du M.T.L.D. à l'instar d'autres partis politiques le 05 novembre et la mise sous scellés de ses locaux, la majorité des militants et dirigeants de ce parti à l'exception des Messalistes vont se retrouver sous la bannière du F.L.N. c'est cette situation de confusion totale qui avait pour un moment joué en faveur des messalistes.

Lors de conflit qui avait opposé les centralistes et Messaliste et la création du F.L.N., la Kabylie et la fédération de France étaient pratiquement gagnées aux Messalistes. Selon M.TEGUIA :

*« Lorsque KrimBelkacem et Amar Ouamarane étaient encore attachés à la personne de Messali, avant Aout 1954, Bellounis faisait partie de ce groupe d'adeptes. Après la création du M.N.A., Bellounis représentera ce mouvement en Kabylie et ne trouvera pas de plus fermes et impitoyables adversaires que ses compagnons d'hier »*<sup>38</sup>.

Celui-ci, a organisé des groupes armés dans la région de Bouira et accueillait les militants du M.N.A. qu'on lui envoyait de France. Ces groupes se réclamaient du l'A.L.N. ce qui avait fait régné une réelle confusion pendant des mois dans l'esprit de beaucoup de membres du M.T.L.D. sincèrement désireux de combattre et qui s'enrôlèrent dans les groupes messalistes.<sup>39</sup>

Certainement, après le déclenchement de la Guerre d'Algérie, les services de renseignements français ont mis Messali Hadj sur leurs projecteurs pour suivre minutieusement ses activités et parmi celles-ci, ils ont mis l'accent sur l'activité d'armement et de constitution de groupes armés.

En suivant les activités des dirigeants messalistes en France, un document daté du 12 novembre 1954 indique que ceux-ci avaient fait des déclarations sur le transport clandestin des combattants vers l'Algérie via Port-Vendres et Nemours avec la complicité d'un commandant de bord italien et que des armes vont arriver du Maroc Espagnol et que 6000 combattants, prêts à combattre, attendent l'arrivée des armes.

Lors de la constitution de ses groupes armés, Bellounis, avait réellement reçu ses armes et ses combattants de l'extérieur et beaucoup de sources qui évoquaient cela. Mais les services de renseignements français étaient pris au piège en se faisant croire que les informations en leur possession sur le mouvement d'armes et de combattants dirigée par les Messalistes de l'Europe vers l'Algérie ne sont pas sérieuses. Dans le document précédent sur les activités des messalistes liées à l'armement, il se termine par une note dont voici le contenu exacte :

*« l'ensemble de ses éléments, et tout particulièrement ceux concernant l'arrivée d'armes du Maroc espagnole par MARTIMPREY et le chiffre de 6000 hommes, doivent être accueillis avec réserves et faire l'objet de vérifications ; il s'agit en effet de déclarations faites par les chefs messalistes, vraisemblablement à des fins de propagande, dans le but de provoquer le recrutement de volontaires »<sup>40</sup>.*

Pratiquement, dans la majorité des documents qui traitent des activités militaires clandestines des messalistes, les informations recueillies étaient traitées avec beaucoup de réserves. Dans une autre note d'information des services de renseignements en date du 16 novembre 1954, on mentionne l'activité suivante :

*« Les membres du groupe messaliste local du mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D.) ont tenu une nouvelle réunion le 11 novembre 1954. Les déclarations suivantes ont été faites durant la réunion : ...180 combattants volontaires seraient actuellement stationnés à Paris en instance de départ pour l'Algérie. En raison des rigueurs des contrôles français, certains volontaires transiteraient par l'Espagne »<sup>41</sup>.*

En bas du même document, on lit la mention suivante :

*« Cette information doit faire l'objet de réserves, il s'agit de déclarations ayant pu être faites dans un but de propagande en vue de recrutement de volontaires parmi les militants auxquels elles étaient destinées. »<sup>42</sup>*

Les autorités françaises ont-elles laissé passer ses armes et combattants par naïveté ou par volonté ? Le laisser faire des autorités françaises vis-à-vis de ce mouvement aurait-il été dû aux avantages entrevus d'une hostilité entre le M.N.A<sup>43</sup> et le F.L.N. ? En tous les cas, nul ne pouvait nier que l'idée des contre-maquis qui avaient servi au Viêt-Nam germait encore dans les esprits et faisait son chemin<sup>44</sup>

## **Conclusion**

Certainement, les services de renseignements avaient suivi dans les moindres détails toutes les actions et tous les mouvements en rapport avec la question algérienne pour étouffer le peuple et ne lui laisser aucune chance de lutter. Aujourd'hui, malgré les lacunes enregistrées dans ces documents dues à la méconnaissance totale de certaines réalités, ces documents nous montrent des détails sur certaines questions épineuses dans l'histoire de la Guerre d'Algérie. Evidemment, dans certains de ces documents, on a trouvé des informations peut être méconnues des historiens, notamment sur les sujets liés au soutien international à la cause algérienne et en particulier celle de ligue arabe qui avait considéré la question algérienne une question nouvelle et secondaire en comparaison avec les deux questions, tunisienne et marocaine quand il était question de programmer cette dernière devant une des sessions des Nations Unies. Mais de l'autre côté, on peut constater quelques lacunes

involontaires dans les rapports étudiés qui étaient dues à la méconnaissance de certains éléments ou aspects du mouvement national algérien. Cela justifiait largement comment le M.T.L.D avait été roué de coups juste après le déclenchement de la Révolution du premier novembre. Cette répression qui s'est abattue sur le M.T.L.D. avait été également utilisée par Messali pour mobiliser des combattants à l'intérieur et à l'extérieur du pays en leur faisant croire qu'il avait été derrière la Nuit de la Toussaint

### Les notes :

1. AOM, 81F/2416, étude de contre-espionnage en date du 10 novembre 1954 : le parti communiste algérien et la crise de M.T.L.D.
2. Ibid.
3. Ibid.
4. Ibid.
5. Ibid.
6. La phrase est soulignée dans le texte original.
7. Mohamed TEGUIA, l'Algérie en guerre, Alger : OPU, 1988, p.96.
8. Ibid.
9. Ibid. p.96 et 97.
10. Ibid.
11. Ce conseil mondial de paix tenu à Stockholm a vu la participation de plusieurs délégations à l'instar de l'Afrique de Noire, l'Algérie, la Tunisie, le Vient Minh, le Japon, Le Siam, l'Inde.
12. AOM, 81F/2416, étude de contre-espionnage sur le conseil mondial de paix tenu entre le 18 et le 23 novembre 1954 à Stockholm.
13. Abderrahmane Bouchama était un membre suppléant du comité central du P.C.A.
14. Membre de l'UDMA et avocat à la cour d'Alger.
15. AOM, 81F/2416, Rapport sur l'intervention du délégué algérien au conseil mondial de la paix de Stockholm tenu entre le 18 et le 23 novembre 1954.
16. Ibid.
17. Ibid.
18. AOM, 81F/2416, L'agitation en Afrique du Nord et la propagande communiste par radio ; n° 1714/23, K, en date 29 juillet 1954.
19. Ibid.
20. Charles Robert AGERON, Un aspect de la guerre d'Algérie : la propagande radiophonique du FLN et des États arabes, Dans Genèse de l'Algérie algérienne (2005), pages 577 à 588.
21. Boulahfa Khaled, rencontre d'enregistrement de témoignages de moudjahidines, organisée par le Musée national du Moudjahid, [En ligne], dans l'Agence Presse Service, (mis en ligne le 09 août 2018), URL : <http://www.aps.dz/algerie/77296-le-role-de-la-voix-de-l-algerie-libre-et-combattante-durant-la-revolution-etait-important>. (Consulté le 20/11/2019).
22. Ibid.
23. René GALLISSOT (dir), Algérie, engagements sociaux et question nationale de la colonisation à l'indépendance 1830-1962 : Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier au Maghreb, Alger : Editions Barzakh, 2007, p.18.
24. AOM, 81F/2416, La Fédération Syndicale Mondiale et la question algérienne le 01 septembre 1955.
25. Ibid.
26. Ibid.
27. AOM, 81F/2416, La C.I.S.L et l'Afrique du Nord, en date du 24 décembre 1954.

28. AOM, 81F/2416, Le Mouvement National Algérien et le problème syndical en Algérie en date du 1 septembre 1955.
29. Boualem BOUROUIBA, Les syndicalistes algériens : leur combat de l'éveil à la libération 1936- 1962, Alger : coédition DAHLAB/ENAG, 2001, p.188.
30. Ibid., p.188 et 189.
31. AOM, 81F/2416, Au sujet de l'appel de MessaliHadj à la ligue arabe en date du 11 novembre 1954.
32. AOM, 81F/2416, La lettre de MessaliHadj adressée à la ligue arabe en date de 20 octobre 1954.
33. AOM, 81F/2416, Note du secrétaire général de la ligue arabe au sujet de la soumission de la question algérienne à l'O.N.U. en date du 04 novembre 1954.
34. AOM, 81F/2416, Note adressée au conseil de la ligue arabe en date du 27 novembre 1954 au cours de la 22<sup>e</sup> session, par la délégation algérienne au Caire.
35. AOM, 81F/2416, Déplacement d'un leader nationaliste algérien en date du 29 novembre 1954.
36. Boualem BOUROUIBA, op.cit, p.151.
37. Ibid.
38. Mohamed TEGUIA, l'Algérie en guerre, Alger : OPU, 1988, p.172.
39. Ibid.
40. AOM, 81F/2416, Note des services de renseignements sur les déclarations des dirigeants nationalistes algériens en Belgique en date du 17 novembre 1954.
41. AOM, 81F/2416, Note des services de renseignements français sur les activités des nationalistes algériens en Belgique et en France en date du 16 novembre 1954.
42. Ibid.
43. La date de création du M.N.A est controversée selon M.TEGUIA : mars 1955 d'après Ch. Favrod (le F.L.N. et l'Algérie), décembre 1954 selon Ghazali et Chikh et le 06 novembre 1954 selon Rossignol.
44. Mohamed TEGUIA, op.cit., p.173

### **Archives :**

1. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage sur la crise du M.T.L.D.
2. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage sur l'intervention du délégué algérien au conseil mondial de la paix de Stockholm tenu entre le 18 et le 23 novembre 1954.
3. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage sur l'agitation en Afrique du Nord et la propagande communiste par radio ; n° 1714/23, K, en date 29 juillet 1954.
4. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage sur La Fédération Syndicale Mondiale et la question algérienne le 01 septembre 1955.
5. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage sur la C.I.S.L et l'Afrique du Nord, en date du 24 décembre 1954.
6. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage sur mouvement National Algérien et le problème syndical en Algérie en date du 1 septembre 1955.
7. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage sur le mouvement National Algérien et le problème syndical en Algérie en date du 1 septembre 1955.
8. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage au sujet de l'appel de Messalil'Hadj à la ligue arabe en date du 11 novembre 1954.
9. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage au sujet de la lettre de Messalil'Hadj adressée à la ligue arabe en date de 20 octobre 1954.

10. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage concernant la note du secrétaire général de la ligue arabe au sujet de la soumission de la question algérienne à l'O.N.U. en date du 04 novembre 1954.
11. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage au sujet de la note adressée au conseil de la ligue arabe en date du 27 novembre 1954 au cours de la 22<sup>e</sup> session, par la délégation algérienne au Caire.
12. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage sur les déplacements d'un leader nationaliste algérien en date du 29 novembre 1954.
13. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, étude de contre espionnage sur les déclarations des dirigeants nationalistes algériens en Belgique en date du 17 novembre 1954.
14. Archives d'outre mer, fond ministériel, 81F/2416, Note des services de renseignements français sur les activités des nationalistes algériens en Belgique et en France en date du 16 novembre 1954.

### Témoignages

. Boulahfa Khaled, rencontre d'enregistrement de témoignages de moudjahidines, organisée par le Musée national du Moudjahid, [En ligne], dans l'Agence Presse Service, (mis en ligne le 09 août 2018), URL : <http://www.aps.dz/algerie/77296-le-role-de-la-voix-de-l-algerie-libre-et-combattante-durant-la-revolution-etait-important>. (Consulté le 20/11/2019).

### Articles et ouvrages :

1. AGERON, Charles- Robert. Un aspect de la guerre d'Algérie : la propagande radiophonique du FLN et des États arabes, Dans Genèse de l'Algérie algérienne (2005), pages 577 à 588.
2. BOUROUIBA, Boualem. Les syndicalistes algériens : leur combat de l'éveil à la libération 1936- 1962. Alger : coédition DAHLAB/ENAG, 2001.
3. GALLISSOT, René (dir). Algérie, engagements sociaux et question nationale de la colonisation à l'indépendance 1830-1962 : Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier au Maghreb. Alger : Editions Barzakh, 2007.
4. TEGUIA, Mohamed. l'Algérie en guerre, Alger : OPU, 1988.